

# L'Étincelle



PSA Poissy

*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*

Lundi 11 avril 2016

## **De nuit et de jour : travailleurs, debout !**

François Fillon est « *choqué* ». Est-ce par la fraude fiscale à Panama ? Par le salaire de Tavares, PDG de PSA, qui a doublé en un an à 14 500 € par jour ? Par la loi El Khomri, que le gouvernement maintient malgré l'opposition de l'immense majorité de la population ? Rien de tout cela. Il se dit « *choqué* » que les manifestations de la Nuit debout ne soient pas évacuées par la police au nom de l'état d'urgence.

### **« De l'argent, il y en a dans les poches du Panama »**

Le patronat se croit tout permis et les politiciens, de gauche comme de droite, rivalisent de servitude pour effacer ses moindres contrariétés. Valls envoie sa police frapper des adolescents et gazer les manifestants. Fillon et les Républicains proposent de faire « place nette » pour l'exploitation. Tous rêvent de nous imposer une véritable dictature du capital.

Ils n'ont pas honte, après que les « Panama papers » ont révélé une partie de la grande délinquance, celle des riches. Au contraire, ils inventent des niches et crédits d'impôt pour rendre la fraude parfaitement légale. Quant à la loi dite « Travail », elle vise à légaliser les infractions des patrons en leur permettant de licencier contre une bien maigre indemnité en cas d'illégalité.

Patronat et gouvernement se sentent les mains libres et multiplient les attaques contre les travailleurs : avec la loi Travail, mais aussi avec le « décret socle » pour les cheminots, qui impose toujours plus de flexibilité et vole des jours de repos, ou encore le plan Hirsch, qui supprime des emplois et des jours de RTT dans les hôpitaux parisiens. Toutes ces attaques se ressemblent, il faut nous assembler pour nous y opposer !

### **La colère est toujours là**

Nous étions nombreux dans la rue le 9 mars, le 31 mars et encore le 9 avril, contre la loi Travail. Parce qu'il y a eu un peu moins de monde un samedi, les médias voudraient déjà enterrer la mobilisation. Mais la colère est toujours là. Les étudiants et lycéens s'organisent en assemblées générales, rendent visite aux salariés. Tout le monde se sent concerné. Chez les cheminots, nombreux sont ceux qui veulent en découdre et posent le problème de la grève reconductible.

Pourtant, parmi les travailleurs, il y a beaucoup d'indignation, mais aussi beaucoup d'hésitations. Car les luttes localisées et dispersées de ces dernières années ont été difficiles et chacun se sent isolé sur son lieu de travail. Mais l'isolement n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, un choix se pose à nous : soit attendre que d'autres mènent la lutte pour nous, soit nous donner une chance de gagner en nous organisant pour étendre la mobilisation. Alors que le gouvernement fait l'unanimité contre lui, il est possible d'inverser le rapport de forces.

### **À chacun de nous de préparer la suite**

**Les directions syndicales appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 28 avril. Il faudra nous en saisir et y être le plus nombreux possible. Mais des journées espacées ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement.** Sans attendre cette nouvelle journée, il faut faire comme les étudiants, organiser des comités de mobilisation, coordonner les équipes qui veulent préparer sérieusement la lutte. Ces équipes existent, comme le montre le succès de la Nuit debout. Elles doivent s'adresser à leurs collègues pour entraîner ceux qui sont encore hésitants.

En 1968, les étudiants avaient donné le coup d'envoi, mais c'est la grève générale qui avait fait peur à un gouvernement que l'on disait « fort », obligeant même De Gaulle à se carapater en Allemagne. C'est cette trouille des travailleurs qu'il faut faire renaître au sein du patronat et de son gouvernement. Le patronat n'a qu'une crainte, c'est que les travailleurs décident de ne plus l'enrichir. Eh bien imposons-lui le recul qu'il mérite, faisons-lui ravalier son mépris et sa loi indigne.

**Le monde pourra changer quand les travailleurs relèveront la tête !**

**Pan dans les dents !**

Mardi 5, en équipe 22, nous étions une centaine à débrayer plus d'une heure et à défiler dans les allées du B2 en criant des slogans contre la Loi Travail. Jeudi matin précédent, la direction avait annulé la séance en nous lock-outant pour empêcher un débrayage, sous un prétexte bidon de manque de blocs hydrauliques ABS. La direction a peur de nous et elle n'a pas fini. Nous restons mobilisés pour imposer le retrait de cette loi patronale.

**Notre force c'est le nombre**

La direction a annoncé à 20 caristes de la Logistique du Montage que s'ils ne passent pas à la chaîne d'ici juin, ce sera la porte. En novembre, 120 autres devront faire de même. En tout, ce sont donc 140 caristes qui sont menacés. La direction ne recule devant rien pour nous dégager les uns après les autres, nous on ne reculera pas non plus pour lui imposer le partage du temps de travail entre tous et le maintien de tous les postes, y compris ceux des intérimaires.

**Des bouts de papier et du blabla**

Certains d'entre nous ont reçu une lettre individuelle leur proposant de quitter le site car leur métier est jugé par PSA « sensible » (traduction : en sureffectif). Délivrées tous les 6 mois, ces classifications « sensible », « en équilibre » ou « en tension », sont bidon. La direction n'hésite pas à faire changer les intitulés des métiers des salariés pour les empêcher de partir, leur mettre la pression ou les faire dégager... en fonction de ce qui l'arrange.

Ce ne sont pas les classifications qui déterminent notre avenir, mais notre capacité à nous battre collectivement.

**Nouveau logo, celui des actionnaires de PSA**

S'expliquant au sujet du Nouveau Contrat Social n° 2, Tavares, le PDG de PSA veut redistribuer 25 % des bénéfices du groupe pour les actionnaires. Eux ont leur avenir assuré en or. Par contre, pour les ouvriers, Tavares a refusé de s'engager à maintenir l'ensemble des sites industriels français à l'horizon 2021.

**Merci Renault !**

Un salarié prestataire au Technocentre de Renault Guyancourt est interdit de site depuis le 17 mars. La veille, il avait osé contacter par mail, depuis chez lui et avec son adresse privée, les syndicats de Renault pour faire la pub du film *Merci Patron !*, qui dénonce les licenciements du groupe LVMH et tourne en ridicule son PDG, Bernard Arnault.

Mise au courant, la direction a ordonné dès le lendemain à l'entreprise prestataire de reprendre son badge. Son patron le menace de licenciement. C'est complètement illégal. La direction de Renault est

sûrement jalouse de celle de LVMH : elle veut aussi son film... PSA a déjà le sien, c'est *Comme des lions* de Françoise Davisse !

**Gagner en un an le salaire de 6 vies de travail**

Sur les 5,24 millions d'euros par an de Tavares, le journal *Le Monde* calcule : combien de temps pour obtenir un an de salaire de Carlos Tavares ? 241 ans pour une ouvrière de PSA, 29 ans pour un président de la République, 4 mois pour le PDG du groupe Renault-Nissan, Carlos Ghosn... qui gagne donc trois fois plus.

**Sous le soleil de Panama... leur pognon à l'ombre**

Excitation maximum des médias avec ces « Panama papers » ! Pendant plus d'un an, 400 journalistes ont dépouillé des données concernant plus de 214 000 entreprises prête-noms ou domiciliations bidon à Panama. Quasiment tout le gotha de la finance et de la politique est concerné. Est-ce vraiment un scoop ? Nul n'ignore que dans ce système, une poignée de riches devient toujours plus riche, et que ces asociaux invétérés n'en ont jamais assez et ne veulent pas payer un radis d'impôts. À leur tour, les politiciens qui autorisent ces petits arrangements doivent mettre les pourboires qu'ils en tirent à l'ombre !

Mais tout ce beau monde ne se ronge pas les sangs : il suffit de se prendre un bon avocat... payé par l'économie d'impôts.

**Fraude fiscale : le FN n'est pas en reste**

Le FN dénonce « l'injustice sociale », « la république des ripoux » et brandit le slogan « tête haute et mains propres ». En matière de fraude, ses membres ne sont pourtant pas en reste : Jean-Marie Le Pen et sa fille sont accusés de sous-évaluations systématiques de leur riche patrimoine, le père planque un magot de plusieurs millions d'euros en lingots d'or et billets aux îles Vierges britanniques, des proches de la fille font sortir leur argent de France au moyen de sociétés-écrans et de fausses factures...

Les documents contenus dans les Panama papers confirment une fois de plus que les chevaliers blancs d'extrême droite ont les mains sales.

**Ni amendable, ni négociable**

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a terminé son examen de la loi Travail. Une seule modification substantielle a été apportée, proposée par un député du PS et soutenue par le gouvernement : elle permet de faciliter encore plus les licenciements.

Une véritable provocation, qui démontre bien qu'il n'y a rien à attendre du débat au Parlement : pour le retrait de la loi El Khomri, c'est dans la rue que ça se passe.